

la suite, quel en sera l'effet sur l'opinion américaine?

Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont un enjeu considérable dans le «grand débat» auquel faisait allusion le Président Carter et ce, pour quatre raisons: 1) sur le plan stratégique, la défense des États-Unis ne peut à peu près pas être dissociée de celle du Canada; 2) le Canada est de loin le plus important partenaire commercial des États-Unis et les investissements privés américains y sont plus considérables que dans tout autre pays; 3) le Canada est l'un des contributeurs importants à l'ordre mondial établi depuis la Guerre par les puissances occidentales pour faire régner la paix et promouvoir la stabilité internationale; 4) le Canada partage avec les États-Unis un profond respect pour les droits de la personne, la démocratie et la dignité de l'individu et constitue donc un allié idéologique important dans la lutte contre les dictatures. Si le Canada devait être déchiré par des dissensions intestines, les intérêts américains en Amérique du Nord et dans le monde seraient gravement touchés.

Compte tenu de ces intérêts, quelle politique les États-Unis devraient-ils adopter si le Gouvernement du Québec décidait d'aller de l'avant dans sa politique de séparation du reste du Canada? A mon avis, les États-Unis pourraient accepter un Québec indépendant si la séparation se faisait par la voie de négociations avec Ottawa, qu'il y ait ou non association économique. Le Premier ministre Trudeau a déclaré qu'il ne ferait pas obstacle à l'indépendance si la grande majorité des Québécois votent en ce sens. On peut supposer qu'une séparation négociée engagerait le Québec à honorer les traités existants en ce qui a trait à la Voie maritime du Saint-Laurent et à collaborer avec le Canada et les États-Unis au sein de NORAD. Bref, si le Québec démontrait qu'il entend entretenir des relations de bon voisinage avec le Canada et les États-Unis, les États-Unis reconnaîtraient ce nouvel État et lui réserveraient bon accueil.

Mais qu'advient-il si une faible majorité des Québécois appuie la séparation lors d'un référendum provincial ou si la majorité est atteinte en comptant seulement les voix des Québécois francophones? Dans une telle éventualité, Ottawa pourrait refuser de négocier avec le Québec et le Premier ministre Lévesque déclarer unilatéralement l'indé-

pendance. L'attitude des États-Unis pourrait alors être tout à fait différente, tout particulièrement si la violence devait éclater au Québec et si le gouvernement Trudeau décidait d'employer à nouveau la force pour rétablir la paix. Il est raisonnable de supposer que Washington accorderait tacitement son appui à Ottawa face à une menace interne à la sécurité canadienne. S'il devait y avoir menace *de l'extérieur*, soit sous la forme de pressions diplomatiques sur Ottawa ou d'appuis clandestins à des terroristes québécois, les intérêts américains seraient plus directement touchés et on pourrait s'attendre à des mesures plus énergiques pour empêcher l'ingérence étrangère au Canada. A l'évidence, il devrait être clair pour tous les intéressés que l'enjeu américain au Canada est tellement élevé que Washington ne pourrait permettre qu'une situation semblable à celle de Cuba au début des années 60 ou du Chili au début des années 70 se reproduise au Québec – pas plus que l'Union soviétique ne pourrait tolérer un régime inamical en Pologne ou la Chine au Vietnam du Nord ou au Laos. Telle serait la réalité, me semble-t-il, si un affrontement politique devait se produire au Canada au cours des deux prochaines années entre le Québec et le reste du pays.

Une des retombées positives des difficultés internes croissantes du Canada a été le rétablissement de relations plus étroites entre Ottawa et Washington. Ce rapprochement est dû en partie aux bons rapports personnels qu'ont établis le Premier ministre Trudeau et le Président Carter. Les problèmes économiques du Canada ont également joué, car les Canadiens sont plus conscients aujourd'hui du lien entre leur bien-être économique et une économie américaine prospère. Cependant, le facteur le plus important est la réciprocité croissante des intérêts qui s'est forgée au cours des dix-huit derniers mois. Washington et Ottawa ainsi que les peuples canadiens et américains en sont venus à comprendre que le Québec est un problème nord-américain et non seulement une question interne. Au cours de 1977 et au début de 1978, les Américains ont dû chercher une solution à un problème qui soulevait beaucoup de passions, celui de Panama. En 1979 et 1980, Québec pourrait présenter des difficultés du même ordre. Il est à espérer que, dans ce dernier cas comme dans l'autre, la solution sera pacifique et amicale.